



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/1984/7/Add.12

3 février 1984

FRANCAIS

ORIGINAL : ESPAGNOL

Première session ordinaire de 1984

APPLICATION DU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS
ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Deuxièmes rapports périodiques présentés par les Etats parties au
Pacte au sujet des droits visés aux articles 6 à 9 conformément
à la résolution 1988 (LX) du Conseil

EQUATEUR*

[30 décembre 1983]

I. DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES

1. En ce qui concerne le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes reconnu à l'article premier du Pacte, la Charte politique de l'Equateur stipule à l'article 4 que : "L'Etat équatorien condamne toute forme de colonialisme, de néocolonialisme et de discrimination ou de ségrégation raciale. Il reconnaît le droit des peuples à se libérer de ces systèmes oppressifs".

2. Le paragraphe 4 de l'article 19 de la Constitution politique proclame l'égalité devant la loi : "Toute discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'ascendance, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine sociale, la fortune ou la naissance est interdite".

* Le rapport initial présenté par le Gouvernement de l'Equateur au sujet des droits visés aux articles 6 à 9 du Pacte (E/1978/8/Add.1) a été examiné par le Groupe de travail de session d'experts gouvernementaux à sa session de 1980 (voir E/1980/WG.1/SR.4 et 5).

3. En ce qui concerne le statut des étrangers, ceux-ci jouissent en général des mêmes droits que les citoyens équatoriens avec les limitations prévues par la Constitution et par la loi.

Les étrangers ne jouissent pas des droits politiques.

L'article 13 du code civil dispose que la loi s'applique à tous les habitants de la République, y compris aux étrangers.

4. Le deuxième alinéa du paragraphe 4 de l'article 19 de la Constitution dispose ce qui suit : "Quel que soit son état civil, la femme a les mêmes droits et possibilités que l'homme dans tous les domaines de la vie publique, privée et familiale, en particulier en ce qui concerne les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. En outre, le gouvernement a ratifié la Convention de l'OIT concernant l'égalité de rémunération (No 100) entre main-d'oeuvre masculine et main-d'oeuvre féminine pour un travail de valeur égale.

5. Aucune limitation n'est imposée.

II. ARTICLE 6. DROIT AU TRAVAIL

A. Principales lois

Constitution politique et article 31 du Code du travail.

B. Emploi

1. L'article 31 de la Constitution politique établit que le travail est un devoir social, bénéficiant d'une protection spéciale en vertu de la loi. Celle-ci garantit au travailleur le respect de sa dignité, une existence décente et une rémunération lui permettant d'assurer ses besoins essentiels et ceux de sa famille.

L'article 3 du Code du travail dispose ce qui suit :

"Le travailleur est libre de se consacrer à toute activité licite de son choix. Nul ne peut être requis de prêter des services gratuits ou rémunérés qui ne sont pas prescrits par la loi, à l'exception des cas d'urgence particulière ou de nécessité de secours immédiats, hormis les cas précités, nul ne sera contraint de travailler si ce n'est en vertu d'un contrat et moyennant la rémunération correspondante. En règle générale, tout travail sera rémunéré."

D'autre part, l'Equateur a ratifié les conventions de l'OIT No 29 concernant le travail forcé et No 105 concernant l'abolition du travail forcé.

2. A l'alinéa c) de l'article 31, l'Etat garantit l'inviolabilité des droits reconnus aux travailleurs et prend les dispositions voulues à cette fin. A l'alinéa d) dudit article et à l'article 4 du Code du travail, il est stipulé qu'il est interdit aux travailleurs de renoncer aux droits qui leur sont conférés et que toute disposition contraire est nulle et sans effet.

/...

3. Selon l'article 544 du code du travail, les attributions de la Direction de l'emploi et des ressources humaines sont les suivantes :

- a) Donner des directives en ce qui concerne l'utilisation appropriée de la main-d'oeuvre en Equateur;
- b) Promouvoir et mettre en oeuvre la politique de l'emploi par le truchement du service de placement;
- c) Examiner et régler toute autre question liée à la sélection des travailleurs migrants;
- d) Tenir un registre des travailleurs et des chômeurs fondé sur une classification systématique et complète correspondant aux diverses branches d'activité et contenant les données nécessaires;
- e) Toutes autres attributions qui lui seront conférées par la loi.

L'Equateur a ratifié les conventions No 88 concernant le service de l'emploi, No 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et No 122 concernant la politique de l'emploi.

4. En ce qui concerne la formation professionnelle, un service spécial a été créé en octobre 1966 (Service équatorien de formation professionnelle); la direction en est tripartite (gouvernement, employeurs et travailleurs) et est placée sous la présidence du Ministre du travail. En outre, l'Equateur a ratifié la Convention No 142 de l'OIT concernant la mise en valeur des ressources humaines.

5. Le Code du travail mentionne aux articles 182 et 189 les indemnités que l'employeur doit verser au travailleur en cas de licenciement arbitraire.

6. Si le droit au travail est effectivement garanti, la capacité de l'Etat à protéger efficacement ses ressortissants contre le chômage est incertaine.

- C. Renseignements disponibles, d'ordre statistique ou autre, sur le niveau de l'emploi et l'importance du chômage et du sous-emploi dans le pays; difficultés limitant le degré de jouissance du droit au travail et progrès accomplis dans ce domaine

Les principales difficultés en la matière sont dues à la récession économique qui a de graves répercussions sur les pays d'Amérique latine.

/...

III. ARTICLE 7. DROIT A DES CONDITIONS DE TRAVAIL JUSTES ET FAVORABLES

A. Rémunération

1. Lois, règlements administratifs, conventions collectives et jugements principaux visant à promouvoir et sauvegarder, dans ses divers aspects, le droit à une rémunération équitable tel qu'il est énoncé à l'alinéa a) de l'article 7.

Constitution politique de l'Etat, Code du travail et Conventions de l'OIT ratifiées, par l'Equateur :

- a) No 95 concernant la protection du salaire;
 - b) No 100 concernant l'égalité de rémunération;
 - c) No 26 concernant les méthodes de fixation des salaires minima et;
 - d) No 131 concernant la fixation des salaires minima, plus particulièrement dans les pays en développement.
2. Principales méthodes utilisées pour fixer le salaire (système de fixation d'un salaire minimum, négociations collectives, dispositions réglementaires, etc.) dans les divers secteurs et nombre de travailleurs visés; renseignements sur les catégories et le nombre de travailleurs dont le salaire n'est pas encore fixé selon ces méthodes.

En vertu de l'article 120 du Code du travail, l'Etat fixe le traitement et le salaire minima dans les différentes branches d'activité et vise à établir le salaire familial. Aux termes de la loi promulguée en juin 1983, le salaire minimum est de 5 600 sucres.

Outre le système de négociation de contrats collectifs, l'Etat cherche à améliorer le niveau de vie des travailleurs par le biais des commissions sectorielles qui sont chargées de fixer et de réviser chaque année les traitements et salaires minima dans les différentes branches d'activité.

Ces commissions ont la composition suivante :

- a) Un membre nommé par le Ministre du travail et des ressources humaines;
 - b) Un membre nommé pour représenter les employeurs;
 - c) Un membre représentant les travailleurs pour chaque type d'activité.
3. Renseignements concernant les éléments de rémunération des travailleurs autres que le salaire proprement dit (primes, taux différentiel d'indemnité de cherté de vie, etc.).

/...

Conformément à la loi fixant les traitements et salaires minima et les augmentations de traitement des travailleurs du secteur privé et du secteur public couverts par le Code du travail, publiée au Journal Officiel (No 509) du 8 juin 1983, une indemnité de cherté de vie s'élevant à 800 sucres est versée à tous les fonctionnaires et travailleurs dont la rémunération mensuelle est inférieure à 10 000 sucres. Les fonctionnaires et travailleurs dont la rémunération mensuelle majorée se situe entre 10 000 sucres et 11 000 sucres bénéficient en outre d'une indemnité de cherté de vie de manière à porter leur rémunération mensuelle à 11 000 sucres.

4. Statistiques montrant l'évolution des niveaux de rémunération (notamment du salaire minimum et du salaire moyen d'un échantillon représentatif des occupations) et l'évolution du coût de la vie.

L'Equateur ne dispose pas de données ventilées; il convient donc de se reporter au dernier rapport sur les mesures adoptées pour donner effet à la Convention No 26 concernant les méthodes de fixation des salaires minima.

5. Dispositions et méthodes visant à assurer le respect du droit à une rémunération égale pour un travail de valeur égale et à assurer en particulier que les femmes se voient garantir des conditions de travail qui ne sont pas inférieures à celles dont bénéficient les hommes et reçoivent la même rémunération qu'eux pour un même travail.

L'alinéa f) de l'article 31 de la Constitution politique prévoit que la rémunération du travail ne peut être saisie, sauf pour le paiement de pensions alimentaires.

Toute rémunération due au travailleur par l'employeur constitue une créance privilégiée qui a priorité sur les créances hypothécaires.

L'article 78 du Code du travail stipule qu'à un travail égal correspond une rémunération égale sans distinction de sexe, de race, de nationalité ou de religion; de plus, la spécialisation et l'expérience dans l'exécution du travail sont prises en considération aux fins de la rémunération.

6. Difficultés rencontrées pour étendre à tous les travailleurs les mesures visant à faire en sorte qu'il reçoivent une rémunération équitable qui leur procurent, à eux et à leur famille, une existence décente, conformément aux dispositions du Pacte.

On ne s'est heurté à aucune difficulté; en effet, dans le cadre des progrès accomplis, les commissions sectorielles chargées de fixer le salaire minimum élaborent chaque année des mesures visant à faire en sorte que tous les travailleurs reçoivent une rémunération équitable qui leur procure, à eux et à leur famille, une existence décente.

/...

B. Sécurité et hygiène du travail

1. Lois, règlements administratifs, conventions collectives et jugements principaux visant à promouvoir et à sauvegarder le droit à la sécurité et à l'hygiène du travail, tant d'une manière générale que dans des secteurs d'occupation déterminés.

Code du travail, conventions de l'Organisation internationale du Travail ratifiées par l'Equateur :

- a) No 115 concernant la protection contre les radiations;
- b) No 119 concernant la protection des machines;
- c) No 120 concernant l'hygiène dans le commerce et les bureaux;
- d) No 136 concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène;
- e) No 139 concernant la prévention et le contrôle des risques professionnels causés par les substances et agents cancérogènes;
- f) No 148 concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail.

Règlement de sécurité industrielle de l'Institut équatorien de la sécurité sociale.

Nous croyons utile de signaler qu'un avant-projet de règlement d'hygiène et de sécurité industrielle a été établi et qu'il entrera en vigueur après consultation avec les organismes compétents.

2. Principaux moyens et procédures (notamment services d'inspection et organes divers, à l'échelon national et local et à ceux de la branche d'activité économique et de l'entreprise, qui sont chargés de promouvoir et de superviser la sécurité et l'hygiène du travail) permettant de s'assurer que ces dispositions sont bien respectées sur les lieux du travail

Les attributions des services de sécurité et d'hygiène du travail sont définies à l'article 543 du code du travail, à savoir :

- a) Surveiller les fabriques, ateliers et autres lieux de travail en vue d'assurer l'observation des dispositions relatives à la prévention des accidents, ainsi que celles concernant la sécurité et l'hygiène du travail;
- b) Assurer la participation des médecins chefs de service aux activités des commissions centrales d'évaluation des invalidités et de toutes autres commissions dans lesquelles ils sont nommés;

/...

c) Rédiger des instructions destinées aux inspecteurs et inspecteurs adjoints sur les points touchant les activités des services, instructions qui doivent être soumises pour approbation à la direction générale ou aux sous-directions du travail;

d) Toutes autres attributions que le règlement pertinent pourra prévoir.

C. Egalité des chances de promotion

Les dispositions du code du travail, des contrats collectifs ainsi que la loi du service civil et de la fonction administrative sont applicables.

D. Repos, loisirs, limitation de la durée du travail et congés payés

L'article 68 du code du travail relatif aux congés annuels, stipule que tout travailleur a droit chaque année à une période ininterrompue de 15 jours de repos, jours non ouvrables compris. Les travailleurs qui ont prêté leurs services pendant plus de cinq ans dans la même entreprise ou au même employeur ont droit à un jour de congé supplémentaire pour chacune des années s'ajoutant à la période précitée, ou perçoivent en espèces la rétribution correspondant aux jours excédentaires.

Le travailleur touche d'avance la rémunération correspondant à la période de congés.

Les travailleurs âgés de moins de 16 ans ou de moins de 18 ans ont droit à 18 jours de congé annuel.

Les jours de congé supplémentaires pour ancienneté de service ne dépassent pas 15, à moins que les parties ne conviennent, par contrat individuel ou collectif, d'augmenter cet avantage.

L'article 50 de la loi sur la fonction publique et l'administration, qui accorde aux fonctionnaires 30 jours de congés payés annuels est applicable aux employés de la fonction publique.

Les jours fériés et les jours de repos obligatoire sont également considérés comme congés payés, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé.

L'article 46 du code, tel que modifié en 1979, fixe à huit heures la durée maximale de la journée de travail, de façon à ne pas dépasser 40 heures par semaine.

/...

IV. ARTICLE 8. DROITS SYNDICAUX

A. Principales lois

B. Droit de former des syndicats et de s'y affilier

C. Droit des syndicats de former des fédérations

D. Droit des syndicats d'exercer librement leur activité

L'alinéa h) de l'article 31 de la Constitution politique garantit le droit d'association syndicale.

L'article 436 du code du travail établit que les travailleurs et les employeurs, sans aucune distinction et sans avoir besoin d'une autorisation préalable, ont le droit de constituer les associations professionnelles ou syndicats qu'ils estiment appropriés, d'y adhérer ou de s'en retirer, étant entendu qu'ils se conformeront à la loi et aux statuts desdites associations.

Les associations professionnelles et syndicats ont le droit de constituer des fédérations, des confédérations ou tous autres groupements syndicaux, ainsi que d'y adhérer ou de s'en retirer; ils ont également le droit d'adhérer aux organisations internationales de travailleurs ou d'employeurs et de s'en retirer.

Tout travailleur âgé de plus de 14 ans peut appartenir à une association professionnelle ou à un syndicat.

Les organisations de travailleurs ne pourront être suspendues ou dissoutes que par une procédure judiciaire devant le juge du travail.

Selon l'article 437 du même code, l'Etat protège toutes les associations de travailleurs à condition qu'elles poursuivent l'une quelconque des fins ci-après :

- a) La formation professionnelle;
- b) La culture et l'instruction générales ou orientées vers la branche d'activité dont l'association relève;
- c) L'assistance mutuelle par la formation de coopératives ou de caisses d'épargne;
- d) Toutes autres fins propres à améliorer la situation économique ou sociale des travailleurs et à assurer la défense de leurs intérêts.

L'Equateur a ratifié les conventions suivantes de l'Organisation internationale du Travail :

- a) No 98 concernant l'application des principes du droit d'organisation et de négociation collective;

/...

b) No 11 concernant les droits d'association et de coalition des travailleurs agricoles;

c) No 87 concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical.

E. Droit de grève

L'alinéa i) de l'article 31 de la Constitution politique de l'Etat reconnaît et garantit aux travailleurs le droit de grève et aux employeurs le droit de lock-out, conformément à la loi.

Ce principe est repris à l'article 463 du code du travail qui reconnaît aux travailleurs le droit de grève, définie comme "la cessation collective du travail par les travailleurs coalisés".

La Loi sur la fonction publique et l'administration interdit aux fonctionnaires de se mettre en grève. Les forces armées et la police n'ont pas non plus le droit de grève.

V. ARTICLE 9. DROIT A LA SECURITE SOCIALE

A. Principales lois

Loi sur la sociale sociale obligatoire.

Conventions de l'Organisation internationale du Travail ratifiées par l'Equateur.

B. Principales caractéristiques des régimes en vigueur

Le régime de sécurité sociale obligatoire est appliqué par l'Institut équatorien de la sécurité sociale qui est une entité autonome, dotée d'une personnalité juridique et de fonds propres, distincts de ceux de l'Etat. Il est exonéré d'impôt, sauf dans les cas expressément prévus dans les lois spéciales.

Sont soumis au régime obligatoire de la sécurité sociale :

a) Les personnes qui prêtent leurs services ou effectuent un travail en vertu d'un contrat de travail ou par nomination, c'est-à-dire les employés du secteur privé, les ouvriers et les fonctionnaires;

b) Les cadres ayant un diplôme universitaire ou polytechnique, exerçant une profession libérale, qui ne sont pas visés à l'alinéa précédent;

c) Les artisans : chefs d'atelier et artisans autonomes, les ouvriers et les apprentis artisans;

d) Les membres du clergé séculier;

/...

e) Les apprentis sous contrat d'apprentissage, les travailleurs à l'essai, les travailleurs occasionnels et temporaires, les travailleurs à domicile, les travailleurs du bâtiment et toutes autres personnes mentionnées dans des lois et des décrets spéciaux édictés pour chaque cas; et

f) Les artistes et les paysans.

De même, la loi établit que le Conseil supérieur de l'Institut équatorien de la sécurité sociale pourra ultérieurement étendre le régime de sécurité sociale aux travailleurs qui n'en bénéficient pas actuellement.

La sécurité sociale protège contre les risques suivants :

a) Maladie;

b) Maternité;

c) Invalidité, vieillesse et décès;

d) Accidents du travail et maladies professionnelles;

e) Licenciement;

f) Tout autre risque pour lequel des assurances pourraient être établies ultérieurement en prévoyant un financement approprié.

Les prestations correspondantes sont calculées et versées conformément à la loi sur la sécurité sociale et aux Statuts.

La sécurité sociale ne prévoit pas d'allocation de chômage. Cependant, les travailleurs ont droit, s'ils perdent leur emploi, à l'indemnité de licenciement. Dans le régime de sécurité sociale équatorien, cette assurance ne couvre pas à proprement parler le risque de chômage, mais garantit une prestation sous la forme d'une somme en espèces qui est fonction de la durée de service et des revenus imposables perçus par l'assuré. Le montant en est calculé en multipliant le coefficient correspondant à la durée reconnue aux fins d'assurance par le montant total du traitement ou salaire imposable.

Ne peuvent bénéficier des prestations familiales que les proches des assurés qui relèvent du régime prévu par la loi élargissant la sécurité sociale rurale. La protection de la sécurité sociale rurale est progressivement étendue à tous les membres des familles appartenant à des communes, des coopératives, des associations, des comités ou à toute autre forme d'organisation populaire rurale, ainsi qu'aux familles qui, sans appartenir à aucune organisation populaire, expriment le désir de s'affilier à la sécurité sociale rurale. Cette assurance prévoit des pensions de vieillesse et des pensions d'invalidité.

/...

ANNEXE a/

Constitution politique de la République de l'Equateur

a/ Ces documents de référence peuvent être consultés dans les dossiers du Secrétariat, dans leur langue originale tels qu'ils ont été reçus de l'Equateur.